En 2004, le gouvernement de Silvio Berlusconi introduit la « Journée du souvenir » en l'honneur des « exilés italiens et des victimes des *foibe* ». Ces commémorations sont consacrées aux réfugiés italiens qui ont quitté le territoire yougoslave entre 1945 et 1960, ainsi qu'aux personnes tuées lors de la vague de violence qui a suivi l'armistice – connue sous le nom de *foibe*, du nom des gouffres où de nombreux corps ont été enterrés. Depuis, cette « Journée du souvenir » continue à être célébrée chaque 10 février, deux semaines après la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste.

Depuis près de deux décennies, cette « journée du souvenir » a servi de prétexte à la droite et à l'extrême droite pour présenter un génocide parallèle, celui des Italiens, prétendument ignoré par les historiens à l'époque de la guerre froide. Les historiens révisionnistes et les idéologues de droite parlent des 4 500 morts et des 250 000 réfugiés comme des victimes de la « sauvage violence communiste». Chaque fois que l'on évoque les crimes fascistes, la « droite plurielle » ne manque pas de mentionner ce prétendu génocide oublié, comme pour contrebalancer le bilan des meurtres de masse commis par le régime de Mussolini.

Le livre de l'historien Eric Gobetti, *E allora le foibe ?* (Et les foibe alors ?), publié au début de l'année, cherche à s'opposer à ce récit désormais omniprésent. En examinant les mécanismes réels de la violence d'après-guerre, il replace les événements dans leur contexte. Les partisans yougoslaves n'ont pas mené une guerre « génocidaire » contre les Italiens en tant qu'Italiens ; leur violence était dirigée contre les membres d'un régime fasciste et d'une classe dirigeante qui avaient envahi la Yougoslavie en 1941 en alliance avec l'Allemagne nazie.

L'ouvrage de Gobetti a été attaqué par politiciens et médias de droite, qui lui reprochent d'introduire de l' »idéologie » dans le récit de victimisation qu'ils privilégient – ces attaques allant jusqu'à des menaces contre sa famille. Son crime est de replacer la violence de la fin de la guerre dans le contexte de l'occupation proprement coloniale des territoires yougoslaves par l'armée italienne – vingt-neuf mois durant lesquels les troupes italiennes ont tué des centaines de milliers de civils.

Le fait qu'un tel contexte soit aujourd'hui pratiquement passé sous silence donne une idée de l'état actuel du débat historique en Italie – et reflète également la montée en puissance du parti néofasciste Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni. Face aux mensonges et aux attaques contre Gobetti, plus de 140 historiens et représentants de groupes de la société civile ont publié au début du mois d'avril une lettre ouverte dans le journal *La Stampa* de Turin, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'invasion de la Yougoslavie par l'Axe, pour demander la reconnaissance officielle des crimes fascistes dans ce pays.

Si tu me le permets, j'aimerais commencer par la fin, ou plutôt le début, le titre de ton livre. Pourquoi as-tu choisi ce titre ? Que dit ton titre du public auquel tu t'adresses ?

Le titre fait référence à une utilisation instrumentale de cet événement par la droite néo-fasciste italienne. Avec un livre populaire, concis et clair, je voulais atteindre un grand public qui ne connaît pas bien l'histoire, mais qui subit chaque année la propagande néo-fasciste et ne sait pas quoi penser, comment réagir. Voilà, ce livre devrait être un outil permettant de comprendre (rapidement et largement) ce qui s'est réellement passé et de répondre à ce récit faux et dangereux.

Attardons-nous un peu sur l'utilisation du terme « foibe » pour rendre compte d'un événement historique assez complexe. Pourquoi les foibe ? Que signifie ce terme ? Pourquoi penses-tu qu'il n'est pas approprié ?

Les *foibe* sont des cavités karstiques typiques de la zone géographique de la Haute Adriatique, des grottes verticales qui ont toujours été utilisées comme lieu de sépulture rapide en temps de guerre. Ils ont donc également été utilisés dans ces deux épisodes de violence, en septembre 1943, plus qu'en 1945. Cette utilisation n'a rien à voir avec des méthodes barbares de mise à mort, mais avec la conformation du terrain. L'utilisation de ce terme pour décrire l'ensemble du phénomène est instrumentale, elle sert à créer une imagerie primitive dans une perspective essentiellement raciste. En substance, elle contribue à confirmer cette description propagandiste d'une « civilisation italienne pacifique » (et fasciste), attaquée par l' « impitoyable barbarie slavo-communiste ».

« Pour comprendre l'histoire, écris-tu, il faut connaître la géographie ». Peux-tu nous expliquer en quoi une telle approche méthodologique est essentielle pour analyser les événements qui ont été improprement résumés par le terme de « *foibe* » ?

Contextualiser est le premier devoir de tout érudit. En partant de la zone géographique dans laquelle un phénomène historique donné s'est développé. Dans ce cas, nous avons affaire à une zone multiculturelle, où différentes identités linguistiques et nationales ont coexisté pendant des siècles, et qui se sont aussi largement intégrées les unes aux autres. Un monde qui disparait après 40 ans de violence, à partir de 1918, c'est-à-dire de l'annexion de cette zone à l'Italie : un État-nation, d'ailleurs bientôt gouverné par un régime totalitaire. Dans un contexte aussi complexe, la violence se superpose à des motivations nationales, mais aussi sociales, économiques, politiques et idéologiques. Il s'agit en fait d'encore un autre territoire européen multiculturel dévasté par le nationalisme et la guerre, avec pour résultat une « simplification ethnique » radicale, dans ce cas avec la fuite de la majorité des Italiens dans les années 1940 et 1950.

Les différentes composantes du nationalisme italien, du Risorgimento à aujourd'hui, ont nourri le rapport d'une partie de la population italienne avec cette zone géographique. Peux-tu expliquer dans quel sens et comment ?

Ces territoires représentent un objectif expansionniste italien depuis l'unification. À l'époque fasciste, la zone située à l'est de l'Italie était considérée comme une sorte d' »espace vital », dont les populations slaves, considérées comme inférieures, devaient être expulsées ou italianisées de force. Cet imaginaire raciste anti-slave est ancienne, mais il subsiste encore aujourd'hui dans la description médiatique des *foibe*, où les partisans sont représentés de manière grotesque, comme des barbares, des primitifs, des bêtes assoiffées de sang. Il suffit de regarder les films sur ces thèmes (*Il cuore nel pozzo* et *Rosso Istria*), pour se faire une idée de l'actualité de ce stéréotype raciste.

Que se passe-t-il « soudainement », pour reprendre le titre de l'un de tes chapitres, au moment où l'Italie fasciste occupe une partie de la Yougoslavie ? Comment définirais-tu la politique d'occupation italienne ?

Dans le récit public, tout commence en 1943. Cependant, la guerre dans cette région n'a pas été menée par les partisans yougoslaves mais par l'armée italienne qui, avec l'Allemagne, a envahi la Yougoslavie le 6 avril 1941. Les *foibe* et l'exode n'auraient jamais eu lieu sans cette invasion injuste et l'occupation impitoyable qui a suivi. A la fin de la guerre, la Yougoslavie comptera un million de morts : c'est de loin l'un des pays les plus touchés.

A la résistance yougoslave, l'armée italienne oppose une violence répressive semblable à celle adoptée par les Allemands en Italie après 1943 : ravages, destructions, capture d'otages, fusillades en guise de représailles, exécutions de prisonniers et camps de concentration. L'Italie a interné environ 100 000 Yougoslaves, pour la plupart des civils, et environ 5 000 d'entre eux sont morts de faim et de privations dans les camps italiens. C'est cette page sombre que nous voulons oublier, cette suppression colossale que nous cachons derrière « nos » victimes des *foibe*. Bien sûr, ces victimes sont là, mais elles appartiennent à une saison de violence que l'Italie fasciste a apportée dans cette partie de l'Europe, tuant la première des milliers de personnes.

Ton livre tente-t-il de démonter une série de mythes très présents dans la

narration de ces événements, le storytelling, de la droite et de l'extrême droite ?

Je ne cherche pas à démonter des thèses ou à proposer une vérité différente. Je me contente de résumer, de manière claire et concise, les résultats auxquels est arrivée la communauté des historiens qui travaillent sur ces questions depuis des années. Malgré les différentes interprétations, tous les spécialistes s'accordent sur certains éléments de base : chiffres, dates, enchaînement des événements, motivations. Ce sont ces faits, constatés par les historiens, qui réfutent en pratique la version communément racontée. Certains éléments ont déjà été soulignés. Par exemple, lorsqu'on parle d'une terre « toujours » et « entièrement » italienne, ignorant en fait tous les autres habitants, qui étaient majoritaires dans de nombreuses régions. Ou lorsqu'on décrit une agression yougoslave « soudaine » contre la paisible population italienne, en évitant de dire que c'est l'Italie qui a envahi la Yougoslavie ; ou lorsqu'on représente une opposition radicale entre Italiens et Slaves, en mettant en fait la confrontation politique et militaire au second plan (il y avait 40 000 Italiens dans la résistance yougoslave !). La volonté de définir ces événements comme un génocide (avec 4500 victimes sur des centaines de milliers) ou un nettoyage ethnique est encore plus criante, ignorant les motivations principalement politiques et militaires de la violence. Enfin, on parle de l'exode comme d'une expulsion forcée, même si les exilés ont notoirement « opté » légalement, selon les accords du traité de paix. Ensuite, il y a la « conspiration du silence » de la part des communistes, même si ce sont les anticommunistes ont toujours gouverné l'Italie. Ce sont les exemples les plus significatifs.

Lors de la sortie de ton livre, qui, je crois, ou du moins j'espère, connaît un certain succès, tu as été menacé par des groupes néofascistes, et également insulté dans la presse par Giorgia Meloni. Sur ces cas, tu écris à juste titre : « Susciter les protestations des néo-fascistes est normal, quand on fait honnêtement ce travail, on peut même considérer que c'est un mérite ». Une réflexion sur l'utilisation politique de l'histoire et sur la vaste propagande imposée à la population italienne par la droite pendant près de trente ans.

Il est désormais clair que nous sommes confrontés à une hégémonie politique et culturelle de la droite qui remonte au moins à l'arrivée au pouvoir de Berlusconi, il y a presque 30 ans. Deux des principaux partis politiques italiens (Lega et Fratelli d'Italia) s'inspirent de modèles politiques néo-nationalistes et néo-fascistes. Et depuis des années, ils dominent le spectre politique et influencent les politiques culturelles, notamment en ce qui concerne la mémoire (il suffit de penser aux films sur le sujet, produits par Rai). Le thème des *foibe* est central dans leur stratégie politique, car il comprend les deux éléments : il sert à raviver le nationalisme et à réévaluer le fascisme, en tant que victime d'une prétendue agression. Pour cette raison, le « récit » qu'ils ont imposé doit être intouchable. Cet objectif est poursuivi par des moyens d'intimidation (discréditer et diffamer, par exemple avec des accusations de négationnisme, les universitaires et les institutions qui les accueillent), des menaces (la violence, verbale et physique, est une valeur pour ces partis politiques) et même la censure. En Vénétie et dans le Frioul, il est déjà interdit par la loi de parler des *foibe* si l'on ne respecte pas certains canons, comme les « 12 000 victimes » officielles, qui sont presque trois fois supérieures à la réalité, et l'on veut imposer la même chose au niveau national, avec un récent projet de loi promu par la Lega.

Pourquoi penses-tu que cette histoire, depuis 2004, date à laquelle la journée du souvenir a été instaurée par le gouvernement Berlusconi, a toujours été un sujet d'actualité ? En effet, pourquoi semble-t-il que cette histoire se réchauffe encore plus dans l'Italie d'aujourd'hui ?

Je pense que ce livre détient le record du plus grand nombre de « recensions » avant sa sortie: au moins 4 critiques par des journaux de droite sur la base du seul titre ! À cette époque, alors que les insultes à mon encontre étaient déjà à leur plus haut niveau, j'ai lu un commentaire sur les réseaux sociaux néo-fasciste : « Restez calme, nous avons déjà gagné la bataille des *foibe*« . Eh bien, si l'on regarde bien, le 10 février est une date qui ne suscite aucune opposition, politiquement parlant : tous les partis sont d'accord, avec de légères nuances. En fait, tous ont adopté la perspective nationaliste, qui inclut, volontairement ou non, une décriminalisation du fascisme.

La seule tension qui existe est entre le monde politique et médiatique qui, avec de légères nuances, célèbre cette histoire de manière incorrecte ou partiale, et les historiens honnêtes et courageux, de plus en plus rares, qui tentent de remettre en question cette histoire. Aujourd'hui, il est plus facile et plus commode pour tout le monde de s'adapter à cette histoire déformée et de marginaliser les quelques voix dissidentes. Mais c'est une grave erreur politique, car c'est notre démocratie qui est en jeu. Il est non seulement grave de mettre hors la loi les historiens qui disent la vérité, mais il est également dangereux de criminaliser la résistance et de présenter les fascistes comme des martyrs, des héros. C'est une voie qui concerne toute la classe politique, car les honneurs aux « martyrs des foibe », dont beaucoup sont des soldats fascistes, sont délivrés chaque année par les autorités de l'Etat, et non par des associations privées de nostalgiques du fascisme.

Ici, face à cette importante convergence de tous les partis politiques sur le 10 février, c'est plutôt le 25 avril qui devient une date « chaude ». Le Jour de la libération est souvent défini comme « diviseur » par ces mêmes politiciens obsédés par le faux récit sur les *foibe* qui refusent de reconnaître les valeurs de l'antifascisme. Ce qui est absolument cohérent, car l'histoire qu'ils proposent sur les *foibe* est en contradiction ouverte avec celle de la Libération. Tout simplement parce qu'elle est le résultat d'une mémoire biaisée, la mémoire fasciste, qui a pourtant gagné un espace dominant dans les politiques mémorielles de notre pays. En substance : si tous les politiciens sont d'accord pour dire que la Résistance (yougoslave) était un phénomène criminel et que le fascisme était totalement innocent, il est évident que le 25 avril devient une date « biaisée », qui n'est célébrée que par les nostalgiques de l'antifascisme (assimilé au communisme) que l'État, le 10 février, condamne. Tout cela prouve une chose : il y a une tentative permanente de renverser les valeurs fondatrices de notre Constitution, les valeurs de liberté, de démocratie, c'est-à-dire l'antifascisme. Et aucun parti politique ne semble vraiment intéressé à les défendre.

*

Entretien réalisé par Stéfanie Prezioso, pour *Jacobin*.

Photo : des antifascistes italiens à Florence en août 1944.